

LES PREMIÈRES ASSISES DE L'URBANISME OUVERTES HIER

Les constats et les solutions de Nouredine Moussa

Inédites, les premières assises nationales de l'urbanisme ont été ouvertes hier au Palais des nations sur des constats mais aussi une volonté de remédier aux dysfonctionnements urbanistiques.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - En présence de plusieurs centaines de participants, intervenants divers dans la chaîne urbanistique, Nouredine Moussa a constaté une multitude de dysfonctionnements en amont et en aval.

Entre autres dysfonctionnements, un cadre bâti tant urbain que rural déstructuré, non cohérent et non-conforme aux normes et standards de qualité, une gestion du foncier aléatoire, des incohérences et des insuffisances en matière de VRD, contrôle, planification et gestion des projets urbains, des lacunes dans les modes d'interventions des collectivités locales et des services techniques, ainsi que dans la mobilisation de l'expertise spécia-



Nouredine Moussa propose de nouvelles mesures pour contrôler l'urbanisme.

lisée... Pour autant, le ministre de l'Habitat entend remédier à cet état de fait, persuadé que ces errements résultent de conditions historiques et dans la mesure où ces premières assises natio-

nales qui couronnent trois rencontres régionales devraient formuler des recommandations à même de remédier à ces lacunes, voire à l'élaboration d'une charte. Et d'autant que la

responsabilité en ce domaine incombe à tout le monde.

Au-delà des aspects d'ordre réglementaire et législatif, l'on évoque une meilleure efficacité des instruments d'aménagement

et d'urbanisme, l'optimisation du foncier et de l'espace constructible, la nécessité des travaux liés aux VRD.

Mais aussi le renforcement du dispositif de contrôle et notamment de la police de l'urbanisme, le développement des capacités d'expertise spécialisée, un nouveau modèle institutionnel en charge de la gestion des projets urbains...

D'autre part, Nouredine Moussa a affirmé lors d'une conférence de presse que «le dispositif régissant la distribution des logements publics locatifs est équitable et transparent», selon des critères précis, le recours des citoyens lésés par les décisions des commissions étant possible.

En outre, le ministre de l'Habitat a indiqué que les citoyens nécessiteux et notamment les jeunes sont des bénéficiaires privilégiés des programmes de construction (2 millions de logements urbains et ruraux en cours ou programmés à l'horizon 2014).

C. B.

PREMIÈRE ÉDITION DU SIFOCC

Un salon dédié à la formation continue

Le Salon international de la formation continue et des compétences Sifocc a été inauguré hier au Palais de la culture Moufdi-Zakaria. Prévu jusqu'au 21 juin, une quarantaine d'entreprises activant dans ce secteur ont pris part à cette première édition. «Investir dans la formation continue des employés est un élément essentiel pour réussir nos projets de développement.

La modernisation des entreprises exige aujourd'hui la formation du personnel pour qu'il s'adapte aux nouvelles données et soit plus performant», a expliqué El Hadi Khaldi, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnel lors de la cérémonie d'ouverture.

Sifocc s'adresse particulièrement aux travailleurs pour les informer sur les mécanismes de la formation continue et son importance pour le recyclage de la main-d'œuvre. Il s'agit également d'expliquer les dispositions légales en matière de formation continue, le mode de financement et comment enrichir ses connaissances dans ce domaine.

Selon les spécialistes, la formation continue reste le meilleur moyen d'acquérir des qualifications et des expertises nouvelles pour faire évoluer son entreprise.

Les organisateurs estiment que ce salon propose aux acteurs de la formation professionnelle un espace où ils peuvent se rencontrer et exposer leurs préoccupations, particulièrement celles qui portent sur la formation. Sensibiliser et informer le public, les travailleurs ainsi que les entreprises et mettre en évidence les opportunités offertes sont les objectifs tracés.

En outre, des communications portant sur le système national de la formation professionnelle et son mécanisme de financement et sur les mesures incitatives mises en place par le gouvernement seront animées par des spécialistes. Les expériences étrangères seront également débattues par les différents intervenants.

Selon les chiffres du département de El Hadi Khaldi, 271 000 travailleurs de différentes entreprises ont bénéficié de sessions de formation et de recyclage en vertu de 95 accords cadres signés dans le cadre du partenariat avec les autres secteurs. 65 conseillers en formation continue et plus de 600 enseignants spécialisés dans l'enseignement professionnel ont été aussi formés en génie de la formation continue.

Irane Belkhedim

RÉGULARISATION DES CONSTRUCTIONS INACHEVÉES

30 000 dossiers traités

Depuis fin 2009, la Commission nationale chargée de la régularisation aurait reçu 70 000 demandes de régularisation des constructions inachevées, a annoncé, hier, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme sur les ondes de la Chaîne III.

Selon Nouredine Moussa, 30 000 dossiers ont déjà été réglés par ses commissions, tout en ajoutant qu'il s'agit d'«une question très technique nécessitant un travail très pointilleux au niveau des commissions». Deux autres ministères sont partenaires dans cette commission. Il s'agit du ministère de l'Intérieur et de celui des Finances. Par ailleurs, une cellule a été mise en place pour répondre aux cas spécifiques.

Le ministre soulignera que la démolition, n'est pas la solution. «Il faut faire dans la prévention, établir des plans et faire en sorte que ces derniers soient respectés sur le terrain». Dans ce sens, Moussa rappellera que la loi 08.15 du 20 juillet 2008 contient un nombre de procédures pour régulariser la situation des constructions illicites.

Cette loi exclut de son champ d'application les constructions sur des terrains agricoles, des zones touristiques, des terrains miniers. C'est une grande responsabilité d'assurer la sécurité de tous, estime Moussa.

Ce dernier assure qu'aujourd'hui, «un cadre législatif et juridique a été mis en place au bénéfice du citoyen», lui permettant de jouir de son bien immobilier.



2 450 000 de logements sont en cours de réalisation.

La loi sur le parachèvement des constructions «permet aux citoyens qui sont dans une situation illégale de rentrer dans la légalité». Elle introduit quatre cas de figure, dans lesquels seront attribués des permis de construire ou des titres de parachèvement, soulignera le ministre.

Il cite, entre autres, les personnes ayant achevé leur construction dans le non-respect du permis de construction et celles ne possédant ni permis de construire ni acte de propriété.

Revenant sur la question des 2 millions de logements, le ministre souligne que 2 450 000 de logements sont en cours de réalisation,

dont 8 000 faisant partie de l'ancien programme quinquennal : 1,2 million de logements inscrits à l'occasion du programme quinquennal 2010/2014, 200 000 publics locatifs, 200 000 ruraux et 50 000 pour les jeunes.

Le ministre reste optimiste quant à la cadence de réalisation qui est de deux à trois années. Un délai de livraison «appréciable», selon lui.

Enfin, évoquant la session des biens de l'Etat, le ministre de l'Habitat soutient que 25% de demandes de régularisation sont intervenues à la fin du dernier trimestre 2010.

W. Z.